

« Nous travaillons sur les sujets qui ont un impact fort sur la santé »



Photo : Studio Cabrelli

Dominique Legouge, directeur général du Réseau des acheteurs hospitaliers (Resah), évoque les services proposés aux collectivités territoriales en matière de santé et d'autonomie, avec pour cap le concept *One Health*.

Pouvez-vous présenter le Resah et expliquer le rôle que peut jouer une centrale d'achat dans un projet d'aménagement en santé d'une collectivité ?

Le Resah est une centrale d'achat public spécialisée dans le secteur de la santé, créée en 2008 par les hôpitaux sous la forme d'un groupement d'intérêt public. Au fur et à mesure, notre sphère d'activité s'est étendue à tous les acteurs publics qui interviennent à titre principal ou secondaire dans les secteurs sanitaire, social et médico-social. Nous comptons aujourd'hui 4 000 adhérents, dont tous les hôpitaux, 1 200 structures médico-sociales – dont une majorité d'Ehpad –, 600 organismes de sécurité sociale, 91 services départementaux d'incendie et de secours (Sdis), 200 centres communaux d'action sociale (CCAS) et 400 collectivités territoriales. Il peut donc s'agir des acteurs des services de santé, des financeurs, des gestionnaires ou des régulateurs... Notre volume d'achats en 2024 s'élève à 3,2 milliards d'euros et nous intervenons sur 6 000 marchés, ce qui signifie que nous couvrons quasiment tous les besoins des acteurs de la santé.

Mais nous ne sommes pas que dans la transaction : à côté de la centrale d'achat, nous proposons des services complémentaires tels que de la formation, de l'animation de groupes de travail, des missions d'appui et de conseil... La centrale est également dotée d'un centre de l'innovation par les achats qui travaille sur les innovations en santé, au sens large.

Quelle est la nature des interactions du Resah avec les collectivités ?

Nous adressons directement une partie de notre offre aux collectivités territoriales, notamment en matière d'urbanisme, de création de parcours de santé, d'aide à la lutte contre la désertification médicale, de mise en place d'équipements itinérants financés par un organisme dépendant d'une collectivité territoriale... Le Resah est parti, à l'origine, d'un noyau dur qui est « l'hôpital qui soigne », pour aller vers des acteurs en périphérie – maintien de l'autonomie, aide au bien-vieillir – et ce, jusqu'au concept international *One Health*. Nous travaillons donc sur les sujets qui ont un impact fort sur la santé. C'est le cas des opérations d'urbanisme, pour lesquelles la santé au sens large du terme est une dimension très importante. Le fait que des offres soient diffusées par une centrale d'achat spécialisée sur le sujet est un marqueur important de la compétence à prendre en compte. Globalement, selon l'adage « mieux vaut prévenir que guérir », nous aidons les

collectivités qui prennent en charge une partie des dépenses de santé et d'autonomie à anticiper davantage ces questions plutôt que d'avoir à traiter plus tard des problèmes. Les pouvoirs publics en sont conscients : si on veut limiter les dépenses de santé, il faut prendre les choses en amont. Avec le vieillissement des populations, des pathologies chroniques de plus en plus fréquentes et l'augmentation inéluctable des dépenses liées à la santé et à la dépendance, il faut travailler le sujet à la racine.

Pouvez-vous détailler cette notion de *One Health* à laquelle vous adhérez ?

C'est une approche transversale de la santé qui inclut celle de l'Homme, de l'animal et de l'environnement. Ces trois types de santé sont étroitement liés. Cette notion, apparue dans les années 2000, était à l'origine portée par des acteurs de la santé animale. Puis elle a connu une accélération au niveau mondial avec la crise du Covid, qui a démontré les liens entre la santé animale et la santé humaine dans le déclenchement de la pandémie. L'approche *One Health* vise à mieux prévenir les risques sanitaires, protéger la biodiversité et faire face aux crises environnementales. À l'échelle nationale, différents acteurs comme l'ARS Occitanie, qui a créé en juin dernier son réseau *One Health*, se saisissent du concept. Il nous paraît donc important, dans le positionnement du Resah, de le prendre en compte afin que nos offres et prestations de services incitent les acteurs à jouer un rôle dans la promotion d'une santé globale. Notre action est dirigée dans cette optique, tous nos achats prennent en compte la dimension sociale et environnementale, et nous devons nous-mêmes communiquer dans ce sens pour faire progresser cette notion.

Les collectivités locales sont-elles nombreuses à considérer la démarche *One Health* ?

Il y a encore un travail de communication à faire pour embarquer les différents acteurs sur ces sujets. En tout cas, nous constatons un intérêt de plus en plus important des collectivités pour les questions de santé et d'autonomie. Les régions demandent à être compétentes en la matière, les départements sont déjà très présents sur les questions de dépendance et les communes sont confrontées au manque de médecins. Cette prise de conscience des collectivités est un mouvement de fond qui va prospérer. Dans les années qui viennent, la répartition même des compétences dans le domaine de la santé devra peut-être évoluer.

Propos recueillis par R. C.